

Politique -

Article paru le 14 novembre 2008

► Imprimer

► Fermer

SOCIAL - ÉCONOMIE**Les forestiers contre les coupes claires**

Service public . Les agents de l'Office national des forêts manifestaient, hier, à Paris, contre le projet de réforme qui réduit les moyens de protection des forêts.

« Salut ma poule, t'as pas vu le p'tit avec un arbre sous le bras ? » Sourire de l'interpellé, une tape amicale dans le dos et le blagueur retrouve « le p'tit ». L'arbre - en carton - a rejoint les autres, au milieu du Champ-de-Mars, donnant aux abords de la tour Eiffel des airs faussement champêtres. Au micro, les syndicalistes se relaient pour haranguer les quelque deux mille agents « patrimoniaux » de l'Office national des forêts (ONF). Mot d'ordre de cette journée de mobilisation nationale des hommes en vert : retrait du plan de réforme de l'office, impulsé dans le cadre de la réforme générale des politiques publiques du gouvernement.

« Un plan qui ressemble étrangement à celui qu'a subi La Poste... », résume Pascal Leclercq, secrétaire général de la CGT forêts.

Explications. Le 25 septembre dernier, la direction de l'ONF annonce un projet de réforme visant à répondre aux exigences gouvernementales de réduction des dépenses publiques : non-renouvellement de 1 départ à la retraite sur 2, fermeture de sites, déménagement du siège de Paris à Compiègne, cotisations sociales supplémentaires prises en charge par l'organisme et - financement accru sur ses propres recettes. En pratique, l'ONF, qui gère les forêts domaniales et communales, devrait donc vendre plus de bois, avec moins d'agents. De quoi déclencher l'ire des syndicats. Courant octobre, plusieurs ventes sont bloquées et le conseil d'administration prévu pour hier est repoussé au 17 novembre. « Notre multifonctionnalité nous permet d'être les interlocuteurs privilégiés des différents usagers de la forêt : public, élus et industriels, explique Pascal Leclercq. On veut nous imposer une rentabilité accrue avec des agents de plus en plus spécialisés. » Ou, comme le dit son homologue du SNUPFEN-Solidaires, Gilles Bilot : « La forêt n'est plus un but, mais un moyen. » En l'occurrence, d'après le syndicaliste, celui de « faire rentrer de l'argent dans les caisses ».

Ce dont la direction de l'ONF se défend. « Le Grenelle de l'environnement a confirmé nos objectifs, c'est-à-dire produire plus de bois (pour les secteurs de l'énergie et du bâtiment) tout en préservant la biodiversité », rétorque Joseph Behaghel, chef du département de communication de l'ONF. D'ailleurs, « nous avons en France un potentiel important de production de bois qui ne met pas en péril la gestion durable des forêts ». L'Office pourrait ainsi augmenter sa « récolte » « de 12 à 20 mètres cubes d'ici 2020 ». Quant au plan de réforme, il n'a rien d'une « privatisation rampante », assure Joseph Behaghel.

Il en faudra plus pour convaincre les agents de l'ONF. « Dire que la forêt se porte mieux qu'il y a 20 ou 30 ans, c'est vicier le débat », assure, en tenue kaki, Michel Benard, à la tête de 1 300 hectares en Seine-et-Marne. « La forêt reste un milieu fragile et sensible aux événements climatiques, comme la tempête de 1999 et la canicule de 2003. » Son collègue de Midi-Pyrénées, Georges Stravrakas, opine du chef. « On prend à la forêt tout ce qui a de la valeur. Par exemple, on nous demande de plus en plus de couper des chênes de 120 ans, alors que cet arbre a besoin de 180 ou 200 ans pour être à maturité. »

Plus jeunes d'une quinzaine d'années, Geoffroy Genay et Virginie Ponchon, venus de Lorraine et du Jura, se baladent entre les arbres en carton. « L'intérêt de notre métier, c'est de travailler sur un petit territoire et de bien le connaître. Avec cette réforme, ce métier perd son sens. »

Vincent Defait